

Pourquoi le TTIP a-t-il du plomb dans l'aile ?

«Ce que demande la France, c'est l'arrêt pur, simple et définitif de ces négociations.»

Matthias FEKL,
secrétaire d'État français au Commerce extérieur

14 rounds de négociations ont déjà eu lieu depuis 2013, date à laquelle les États membres ont donné leur accord pour négocier le traité de libre-échange entre États-Unis et Europe, le TTIP.

La commissaire européenne au Commerce Cecilia Malmström n'en démord pas : le TTIP est toujours d'actualité. Mais après trois ans de négociations, l'accord s'enlise. Voici pourquoi.

● Marie-Laure MATHOT

Depuis le début des négociations, le traité de libre-échange entre Européens et Américains, appelé TAFTA ou TTIP, n'a eu de cesse d'éveiller les contestations. Mais aujourd'hui, les raisons de croire que le traité a du plomb dans l'aile se multiplient.

1. La France dit non «Je demanderai l'arrêt des négociations du TAFTA. [...] Ce que demande la France, c'est l'arrêt pur, simple et définitif de ces négociations.» Sur les ondes de RMC, Matthias Fekl, secrétaire d'État au Commerce extérieur français a montré sa volonté d'en finir avec les négociations du TTIP.

2. L'Allemagne divise Alors qu'Angela Merkel défend le projet, son ministre de l'Économie et vice-chancelier, Sigmar Gabriel, a mis les pieds dans le plat ce dimanche. «Les discussions avec les États-Unis ont de facto échoué car nous, Européens, ne devons bien sûr pas céder à leurs exigences.» Pour Pierre Defraigne, directeur exécutif du Centre Ma-
«Les discussions ont de facto échoué car

nous ne devons bien sûr pas céder à leurs exigences.»

dariaga-Collège d'Europe, l'Allemagne est un des pays européens qui a pourtant tout à gagner à ce que les négociations aboutissent. «Ça va consolider sa position de force en Europe. Ça va augmenter l'écart entre une Allemagne gagnante et les autres États qui sont à la traîne.»

3. Brexit La perspective de la sortie du Royaume-Uni fait perdre un partenaire pro-TTIP au sein de l'UE, indique Tanguy De Wilde, professeur de Relations internationales à l'UCL. «Conséquence : le couple franco-allemand reprend davantage la main et est d'autant plus libéré pour donner son avis sur des négociations qui paraissent s'enliser aux yeux de certains.» Mais la sortie du Royaume-Uni n'étant pas encore demandée officiellement, elle rend également les négociations caduques selon Pierre Defraigne. «À partir du moment où la Grande-Bretagne est sur le pas de la porte, elle peut à la fois in-

fluencer les négociations et en même temps préparer une alternative en ce qui la concerne, dit l'économiste. Cela pousse l'UE à négocier à la fois avec l'Amérique et avec le Royaume-Uni.»

4. Élections américaines La France «ne veut pas cultiver l'illusion» d'un accord «avant la fin du mandat» d'Obama, a déclaré François Hollande.

Et pour cause, après le 8 novembre, Obama passe la main soit au républicain Trump, soit à la démocrate Clinton qui se sont tous les deux montrés défavorables à cet accord.

Et même si les discussions venaient à être bouclées dans les semaines à venir, «est-ce que le congrès républicain va faire ce cadeau à Obama ? Et est-ce qu'Obama lancera ce défi à Clinton ?», interroge Pierre Defraigne qui ne voit pas comment les négociations sur le TTIP pourraient être conclues avant les élections américaines.

5. Mobilisation citoyenne Les manifestations contre le TTIP sont toujours plus nombreuses chez nous, comme en Allemagne, en France mais aussi en Autriche. La commissaire européenne au

Commerce l'a encore dit hier. Mais les politiques n'ont pas l'habitude de prendre en considération cette mobilisation, soulignent nos spécialistes. ■

Le TTIP et le CETA : même combat ?

Dans les campagnes contre le TTIP, on retrouve souvent un autre acronyme barré : le CETA pour l'accord économique qui relie l'Union européenne au Canada. Ses opposants le considèrent comme le cheval de Troie des États-Unis. Les deux pays du nord du continent américain sont en effet liés par un accord de libre-échange, le Nafta, qui permettrait aux sociétés nord-américaines de passer par des filiales canadiennes pour entrer sur le marché européen.

Pierre Defraigne, directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d'Europe, se montre moins sévère envers le

CETA qu'envers le TTIP. « Si on s'en tenait à la partie traditionnelle (les tarifs et les quotas), je serais pour le CETA. Mais on l'a pollué pour en faire le poisson pilote du TTIP en y introduisant des règles relatives à la normalisation et au traitement juridictionnel de l'investissement. »

Ainsi, les opposants au TTIP ont profité de ce combat pour se mobiliser contre le CETA. La députée européenne socialiste Marie Arena faisait partie de ces voix dissidentes. « Il faut aller bien plus loin. Ne nous laissons pas aveugler par une victoire qui ne serait que partielle ! Arrêter les négociations du TTIP tout en dé-

pendant une signature de l'accord avec le Canada (CETA) relève du non-sens total », a-t-elle déclaré.

Côté citoyen, les initiatives ne manquent pas. Un *Stop TTIP & CETA day* est organisé le 20 septembre, quelques jours avant le sommet européen où l'Europe signera ou non cet accord. La Fédération Inter Environnement Wallonie invite les citoyens à venir avec leur vélo le 20 septembre prochain devant le Parlement Wallon à Namur. L'idée est de partir à deux roues pour rejoindre Bruxelles pour une manifestation anti-TTIP et CETA. ■

M.-L.M.

La Wallonie à la pointe du combat

Paul Magnette, le ministre-président wallon, se réjouit particulièrement des positions de l'Allemagne et de la France contre le TTIP qui, selon lui, signe l'arrêt de mort du traité controversé.

« C'est une bonne nouvelle, ça crédibilise notre action, constate le Premier wallon. La Wallonie a été la première à s'opposer au CETA et au TTIP. Nous avons alors subi les sarcasmes de certains qui se demandaient pour qui on se prenait. À l'époque j'avais dit que, derrière la Wallonie, il y aurait un mouvement d'opposition. C'est le cas aujourd'hui. Et c'est la preuve qu'il ne faut jamais se décourager. Et que ce n'est pas parce qu'on est une petite région de 3,5 millions d'habitants qu'on n'a pas son mot à dire. »

De quoi penser que la Wallonie a influencé d'autres pays européens

comme la France et l'Allemagne ? « Je ne veux pas jouer à la grenouille qui se croit plus grosse que le bœuf, dit Magnette. Mais quand je lis dans certains rapports diplomatiques que la Wallonie a déjà dit non et qu'elle a malgré tout un pouvoir au sein de l'État fédéral, je me dis qu'on a sans doute joué un rôle. »

André Antoine : « dès la rentrée »

Désormais, la Région ne demandera donc plus, comme elle l'a fait pour le CETA, la suspension des négociations internationales, mais l'arrêt pur et simple des négociations. De quoi conditionner la future décision du fédéral qui, globalement était jusque-là en faveur de la poursuite des discussions ? « Je pense que toutes les entités du pays se rendent désormais compte que ce traité est mort, affirme Magnette. Il y a, je crois, un consensus

belge pour l'arrêt des négociations. Au pire, la Belgique pourrait s'abstenir. »

L'arrêt des négociations ? Le président du Parlement wallon André Antoine n'a pas eu besoin d'en parler avec Paul Magnette. Il est pour à 200 %. Sa note était prête : priorité au raffermissement du projet européen. « On ne va pas aller négocier avec les USA tant que l'Europe est fragile. »

Il note que c'est la mobilisation citoyenne, « la rue », qui a fait bouger le politique. « Et le Parlement wallon a joué un rôle déterminant avec ce vote courageux sur le CETA. »

Antoine proposera un débat dès la rentrée au sein de la commission wallonne chargée des questions européennes. Il souhaite aussi travailler en commun avec les autres parlements du pays. Enfin, les Wallons seront au Canada début octobre pour parler CETA. ■

M. Dum. et P.S.

COMMENTAIREpar **Martial
DUMONT****Contre la volonté citoyenne**

Partout en Europe, la résistance s'organise contre le TTIP. Parce que les peuples européens ont bien compris le risque : un diktat américain en matière de normes sociales et environnementales. Mais aussi des dispositions qui ne seraient favorables qu'aux grandes multinationales, renvoyant les petites et moyennes entreprises dans les limbes de la globalisation débridée.

Cette résistance s'organise surtout au niveau citoyen. À ce point que le monde politique a bien capté qu'il ne pouvait pas passer à côté de cette bronca. En Allemagne, pourtant partisane du TTIP à la base, on émet aujourd'hui les plus grandes réticences.

François Hollande, lui, veut que la France stoppe les négociations. Et prévient à tout le moins que, avant la fin du mandat d'Obama, ce n'est même plus la peine d'y songer. La petite Wallonie, elle, joue à la pointe de l'attaque. Elle avait déjà rembaré le CETA (le traité avec le Canada). Et fera pareil avec le TTIP. En Autriche aussi, ça gronde. Bref, autant dire que partout en Europe le traité n'a absolument pas bonne presse.

Mais l'Europe, justement, elle en pense quoi de cette guérilla issue de la base citoyenne qui manifeste tant et plus sa désapprobation ?

Voici ce qu'en dit la commissaire Cécilia Malmström : « *Il y a en France*

et en Allemagne [...] mais aussi en Autriche et en Belgique, une résistance incroyablement forte au TTIP [...] cela a une incidence évidemment sur le débat et l'attitude des ministres. Mais le gouvernement allemand soutient tout à fait clairement le TTIP, de même que la majorité des États membres ».

C'est ce qu'on appelle la méthode Coué, au mieux. Mais ces paroles sont surtout l'expression d'un incroyable mépris à l'égard des peuples européens. En gros Malmström soutient la thèse que les gouvernements en faveur du TTIP devraient faire fi de la volonté de leurs administrés.

Le fameux « déni de démocratie » est souvent utilisé de manière abusive dans le langage courant. Jusqu'à en devenir vide de sens.

Mais dans les propos de la commissaire européenne, il reprend toute sa dimension.

Ainsi donc l'Europe valide-t-elle la déconnexion entre citoyens et monde politique. Ainsi donc contribue-t-elle à creuser un peu plus le fossé. Et à alimenter le rejet de la politique traditionnelle. Ce faisant, c'est la démocratie et l'idée européenne elle-même qui sont sacrifiées sur l'autel de la mondialisation. Les pères de l'Europe doivent se retourner dans leur tombe.

Reynders : le TTIP, oui mais équilibré

Si la Région wallonne se réjouit de la demande d'arrêt des négociations par la France, le fédéral quant à lui, ne voit pas les négociations enterées pour autant. Mais Didier Reynders insiste : les États-Unis devraient encore faire des efforts dans les négociations sur le Partenariat transatlantique de libre-échange (TTIP) pour rencontrer certaines demandes européennes.

Et d'enchaîner sur le fond des négociations : « *Je suis déjà intervenu lors des derniers conseils pour dire que nous voulons plus de la part de nos partenaires américains, et notamment l'accès pour nos entreprises aux marchés publics sur l'ensemble du territoire des États-Unis* », souligne le ministre des Affaires étrangères. « *Il y a également encore trop de*

secteurs fermés, par exemple celui du dragage, qui intéresse particulièrement la Belgique. »

Échéances

Mais les conversations s'enlisent (voir ci-dessus). Et plus le temps passe, plus cela devient compliqué d'envisager la fin des négociations et la conclusion d'un traité avec les États-Unis. Pour rappel, le terme avait été prévu à la fin du mandat du président américain Barack Obama. « *Nous allons demander à la Commission de nous donner un signal s'il y a encore moyen de faire évoluer le dossier* », poursuit Didier Reynders.

Dans le cas contraire, le Conseil européen, qui rassemble les chefs d'État et de gouvernement des 28 États membres, devra dire d'ici la fin de l'année si

on continue les négociations ou si on attend.

Les contacts seront encore nombreux ces prochaines semaines entre Américains et Européens. Ils se retrouveront ainsi à New York pour l'Assemblée générale des Nations Unies, puis à Bratislava fin septembre pour une réunion informelle consacrée au commerce.

Le CETA : « Rien à voir »

Le TTIP n'a rien à voir avec le partenariat avec le Canada (le CETA), qui lui a été bouclé et doit maintenant être ratifié. « *Ce sont deux façons totalement différentes de travailler* », conclut le ministre des Affaires étrangères. ■

Malmström : ce n'est pas fini

La commissaire Cecilia Malmström ne considère pas le TTIP mort pour autant. « *Les négociations n'ont pas échoué* » et « *ne sont pas finies* » a-t-elle déclaré. Et de souligner que le gouvernement allemand soutient toujours le projet.

Pierre Defraigne, directeur exécutif du Centre Madariaga-Collège d'Europe s'est montré dès le départ très sceptique face à cet accord. Mais ne pense pas qu'il soit enterré aujourd'hui. « *Je ne crois pas que les 28 tomberont d'accord pour mettre un point final. Ça ne s'est jamais fait et ça ne se fera sans doute jamais. On laissera mourir le TTIP dans les sables comme beaucoup de choses dans l'Europe : on n'y*

renonce pas vraiment mais on constate que ce n'est plus à l'ordre du jour. » Et d'ajouter que trop d'egos politiques sont engagés dans ce projet pour le considérer obsolète. « *Il faut prendre en compte ce facteur humain important : les gens n'aiment pas se déjuger.* »

Pour Tanguy de Wilde, professeur de Relations Internationales à l'UCL, « *l'idée qui se dégage est qu'il faudrait faire un grand coup de balais, faire un ravalement de façade avec d'autres personnes, d'autres bases et tout recommencer avec la sincère volonté d'aboutir. Il faut voir si ça ne va pas crispier le gouvernement américain bien sûr...* »

M.-L.M.